

PUBLICATION D'UNE FICHE DE SAISINE DU PNSR OPN-GIP ET DU BUREAU OPERATEUR DE L'ETAT 2FCE2B

« FICHE QUESTION REPONSE » (FQR)

Recouvrement – Recours juridictionnel

Date de réalisation du document : 30/01/26

Classement sur DOCAD ou Ulysse: *Modalités de recouvrement des recettes / Recouvrement contentieux / Procédure*

Catégorie d'établissement: TOUS

I - PRÉSENTATION DE LA DEMANDE D'EXPERTISE

1/ Quelles sont les actions possibles de l'agent comptable pour un titre porté devant la cour de Cassation ?

2/ Quelles actions possibles pour un titre dont la Cour d'Appel a ordonné le sursis à statuer dans l'attente de la décision de la Cour de Cassation ?

II – RÉPONSE

1/ Quelles sont les actions possibles de l'agent comptable pour un titre porté devant la cour de Cassation ?

En application de l'article L.252A du livre des procédures fiscales, les ordonnateurs des organismes publics nationaux bénéficient du privilège du préalable. En vertu de ce privilège, ils peuvent émettre, sans autorisation préalable du juge, des titres pourvus de la force exécutoire.

Toutefois ce privilège du préalable connaît une limite en cas de contestation juridictionnelle du titre exécutoire. Ainsi si le débiteur conteste le bien-fondé de la créance, ce recours suspend la force exécutoire de l'ordre de recouvrer conformément à l'avis n° 426365 du 9 mai 2019 du Conseil d'Etat.

Le cas échéant, la suspension de la force exécutoire de l'ordre de recouvrement empêche l'agent comptable de poursuivre le recouvrement forcé de la créance litigieuse.

Pour la bonne application de ce dispositif, l'effet suspensif du recours doit être articulé avec le régime d'exécution des décisions judiciaires. Dans cette perspective, les actions de l'agent comptable varient en fonction des la teneur des décisions des juridictions saisies :

- **En cas de pourvoi en cassation formé contre une décision de la cour d'appel favorable à l'organisme public créancier**

Dans ce cas de figure, la cour d'appel a rendu une décision confirmant la validité du titre exécutoire émis par l'organisme public.

En tant que voie extraordinaire de recours, le pourvoi en cassation n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la décision de la cour d'appel (article **579 du Code de procédure**

civile). Par suite, l'agent comptable peut reprendre les poursuites après l'arrêt favorable de la cour d'appel.

- **En cas de pourvoi en cassation formé contre une décision de la cour d'appel défavorable à l'organisme public créancier :**

Dans ce cas de figure, la cour d'appel a rendu une décision annulant le titre exécutoire émis par l'organisme public créancier à l'encontre du redevable.

Dans cette hypothèse, l'agent comptable ne dispose plus d'un titre exécutoire et ne peut donc reprendre ces poursuites à l'encontre du redevable, sauf si la cour de cassation rend une décision infirmant l'arrêt de la cour d'appel.

2/ Quelles sont les actions possibles lorsque la cour d'appel sursoit à statuer sur la contestation du titre exécutoire dans l'attente d'une décision de la cour de cassation ?

Dans cette hypothèse, un requérant interjette appel d'une décision du juge de première instance ayant statué sur la validité du titre exécutoire.

Devant la cour d'appel, il demande un sursis à statuer afin que la cour de cassation tranche une question essentielle indispensable pour permettre à la cour d'appel de statuer sur l'instance principale.

En cas de sursis à statuer, l'instance devant la cour d'appel est provisoirement suspendue dans l'attente de la décision de la cour de cassation ([article 378](#) code de procédure civile).

Pour autant, le sursis à statuer est sans incidence sur la force exécutoire du titre. En d'autres termes, il n'affecte pas les actions de l'agent comptable qui varieront exclusivement en fonction de la teneur des décisions des juridictions saisies :

- **En cas d'appel interjeté contre un jugement de première instance favorable à l'organisme public créancier :**

Dans ce cas de figure, le juge de première instance a rendu une décision confirmant la validité du titre exécutoire émis à l'encontre du débiteur.

La décision du tribunal judiciaire est de plein droit exécutoire à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendue n'en dispose autrement (article 514 du code de procédure civile).

Dans ces conditions et sauf exception, **l'agent comptable peut engager des poursuites pour recouvrer la créance en application du jugement rendu exécutoire.**

En cas d'appel, la reprise des poursuites se fait aux risques du créancier en cas d'arrêt infirmatif ultérieur rendu par la cour d'appel (article. L.111-10 du Code des procédures civiles d'exécution). Dans cette hypothèse, la cour d'appel annulera le titre exécutoire en déchargeant le débiteur de l'obligation de s'acquitter de la dette correspondante. L'agent comptable tirera les conséquences de cette décision en restituant au débiteur les sommes irrégulièrement recouvrées

- **En cas d'appel interjeté contre un jugement de première instance défavorable à l'organisme public créancier :**

Dans ce cas de figure, le débiteur dispose d'un jugement emportant annulation du titre exécutoire. A défaut de disposer d'un titre exécutoire, l'agent comptable ne peut engager des poursuites à l'encontre d'un débiteur sauf si la cour d'appel rend une décision infirmant le jugement évoqué.